

# Lectures

Les comptes rendus

/

2014

## Laurent Davezies, *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*

SOLÈNE DAVID, LINO GALIANA ET THOMAS GONDRAN



**Laurent Davezies, *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale***, Paris, Éditions du Seuil, coll. « La république des idées », 2012, 111 p., ISBN : 978-2-02-108645-4.

Vous pouvez commander cet ouvrage sur le site de notre partenaire Decitre

### ***Texte intégral***

PDF

- S'inscrivant dans la continuité de la *République et ses territoires*<sup>1</sup>, le nouvel ouvrage de Laurent Davezies se propose d'analyser, dans une démarche prospective, les possibles effets à venir des politiques de réduction des dépenses publiques actuellement appliquées en France. Il est régulièrement reproché aux économistes de négliger la dimension territoriale des activités qu'ils décrivent. Les territoires sont, au mieux, considérés comme des réceptacles passifs de mécanismes économiques ; au pire, ils sont ignorés<sup>2</sup>. Pourtant, évaluer les effets de la crise sur les territoires nécessite aussi de se pencher sur leurs caractéristiques socio-économiques, tâche à laquelle s'attelle l'économiste Laurent Davezies dans *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*.
- Deux crises interdépendantes ont frappé la France à quelques années d'intervalle : celle des *subprimes*, crise financière conjoncturelle, puis celle des dettes publiques, liée tout autant aux dépenses initiées pour amortir les effets de la crise qu'à un déséquilibre structurel des finances publiques. Laurent Davezies commence par montrer, dans les deux premiers chapitres, que dans ces deux

crises, le territoire joue un rôle qu'il est nécessaire de prendre en compte afin d'évaluer les évolutions contrastées des différentes régions, villes et métropoles françaises. La prochaine crise annoncée par l'auteur serait la conséquence de trente ans de dépenses publiques excessives plutôt qu'un effet de la crise conjoncturelle des *subprimes*. En distinguant les espaces à partir de leur activité économique dominante, Laurent Davezies montre les impacts différenciés des politiques de rigueur actuelles.. Les « quatre France » que l'auteur distingue à partir de leurs caractéristiques macroéconomiques ne suivent pas la même dynamique depuis plusieurs décennies, d'où un dilemme constant pour les pouvoirs publics entre équité territoriale et croissance économique, cœur du troisième chapitre. La dernière partie est consacrée aux enjeux de la réduction à venir des dépenses publiques, et de son effet potentiellement dévastateur pour certaines régions françaises alors que d'autres espaces, plus productifs, ne devraient pas en souffrir.

3 Plutôt que de s'intéresser au PIB par région, indicateur de la richesse productive, Laurent Davezies trace une carte des inégalités françaises, en fonction du revenu des individus qui y vivent. Il distingue quatre sources de revenus : ceux issus de la production, ceux qui sont liés aux pensions de retraites et aux allocations sociales, ceux engendrés par la consommation et enfin ceux provenant du tourisme. Cela lui permet ainsi de distinguer la richesse productive d'un territoire (mesurée par le PIB) et son niveau de développement (mesuré par le revenu). La carte du PIB et celle du revenu ne se superposent pas. La typologie des « quatre France », qui constitue le cœur de l'ouvrage, s'appuie sur ces indicateurs : la production réalisée par le territoire et son dynamisme.

4 Cette typologie intègre d'abord, un ensemble de territoires productifs et dynamiques qui concentrent l'activité économique : il s'agit principalement des bassins d'emplois des grandes métropoles et des régions fortement urbanisées (Île-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur). Cette France concentre 36% de la population. Ensuite, Laurent Davezies identifie des territoires non productifs mais pourtant dynamiques. Il s'agit d'espaces qui profitent des richesses produites par les zones productives parce qu'ils sont des lieux de vie et de récréation aux aménités importantes, dont profitent touristes, retraités et travailleurs pendulaires. Ces territoires génèrent une économie de la demande, peu touchée par la crise, que Laurent Davezies nomme « économie résidentielle ». Enfin, les régions anciennement industrielles, aujourd'hui en déclin, sont confrontées aux difficultés de la reconversion de leur tissu productif. L'auteur distingue ici les bassins industriels déprimés du Nord (8% de la population), qui restent marchands, et les bassins de l'Est qui dépendent essentiellement de revenus sociaux (12% de la population). Ce sont ces lieux qui devraient pâtir le plus de la crise structurelle de la dette publique, puisque les revenus distribués par l'État (salaires des fonctionnaires et allocations) risquent de diminuer.

5 Ces quatre France ne sont pas indépendantes. Laurent Davezies met au jour de puissants mécanismes de redistribution entre les territoires. Le premier facteur de circulation des richesses est la mobilité des individus. Elle pourrait, *a priori*, permettre aux personnes issues des bassins d'emploi victimes de la désindustrialisation de trouver un emploi en migrant vers les espaces où la demande de travail est plus forte. Mais elle n'est pas un remède miracle : l'immobilité résidentielle, c'est-à-dire le fait que les individus ne quittent que peu les zones d'emploi sinistrées, est la règle, du fait de nombreux freins à la mobilité que rencontrent les plus pauvres. La mobilité des travailleurs, qui introduit une dichotomie entre le lieu où le revenu est perçu et celui où il est dépensé, est finalement un facteur de redistribution plus fort que celle des non-travailleurs.

6 L'État reste le principal artisan de la redistribution des richesses entre les régions. En premier lieu, les prestations sociales et les retraites qu'il alloue jouent

le rôle de stabilisateur automatique. Cette fonction a été largement analysée par la théorie économique. Néanmoins, cette dernière a moins porté son attention sur le rôle des emplois publics dans la distribution des richesses<sup>3</sup>. Ils permettent une circulation des revenus des grandes métropoles, dont la charge fiscale est plus importante et où l'activité est suffisamment diversifiée pour que l'emploi public ne représente qu'une faible part de l'emploi total, vers les petites villes, généralement des préfectures de départements ruraux, où les emplois privés sont moins concentrés et où, en proportion, l'emploi public est donc plus important<sup>4</sup>. Les dépenses publiques, comme le rappelle l'ouvrage, ont ainsi de puissants effets redistributifs.

7 L'emploi public, « bouclier » contre les fluctuations du cycle économique, devrait être la principale victime de la cure d'austérité à venir.. Se pose alors la question de la reconversion des territoires peu productifs. Comment rendre ces espaces moins dépendants de la perfusion des dépenses publiques sans les plonger dans une crise destructrice ? L'ouvrage soulève cette question sans pouvoir y répondre.

8 Afin de mesurer les effets des crises précédentes et d'anticiper une crise à venir, l'auteur souligne que le recours à l'endettement public pour stimuler la croissance, par un effet de multiplicateur keynésien, qui est la principale politique économique menée depuis des décennies en France, est aujourd'hui invalidé par la crise des finances publiques et la cure d'austérité qui s'annonce. Quelles en seront les potentielles conséquences pour les territoires français ? Les métropoles ont été peu performantes ces dernières décennies, se limitant à une relative progression en termes de croissance économique et laissant la part belle aux territoires de la France « non marchande dynamique » en termes de développement (solde migratoire, revenu, emploi, pauvreté). Il s'avère qu'elles devraient être les principales bénéficiaires des politiques de sorties de crise actuelles : « la locomotive va reprendre sa place devant les wagons ». En effet, l'avenir qui se dessine pour la France est caractérisé par une croissance structurellement limitée<sup>5</sup> et une probable réduction des dépenses publiques ; il sera alors indispensable d'exploiter de nouveaux gisements de croissance. Dans ce contexte les pouvoirs publics pourraient vouloir profiter des atouts des villes comme la densité des activités, la concentration des facteurs de production et la fluidité des mobilités assurées par les territoires métropolitains.

9 Laurent Davezies gage finalement que la France connaîtra dans les prochaines années un véritable processus de métropolisation, avec le lot d'inégalités territoriales que cela suppose, et ce d'autant plus que la puissance publique n'a pas réellement de moyens pour lutter contre les mécanismes de ségrégation sociale à l'échelle locale. Mais c'est aussi entre les régions, les départements et les villes que la fracture territoriale risque de se creuser, dans la mesure où l'ère de la solidarité nationale et de l'égalisation territoriale par la redistribution semble se clore. La crise semble requérir qu'un arbitrage politique soit effectué entre équité territoriale et efficacité économique. En effet le redressement productif de la France supposerait de concentrer l'action publique sur les territoires déjà productifs et marchands, alors qu'ils détiennent déjà la majorité de la matière grise et des richesses<sup>6</sup>. « La crise serait alors le fossoyeur de l'égalité territoriale à la française » (p. 105) et le catalyseur de la montée des populismes, sauf à favoriser la reconversion des bassins d'emploi en difficulté, l'accélération de la mobilité résidentielle, l'activation de mécanismes de solidarité horizontale complémentaires à la solidarité verticale... autant de solutions que l'auteur mentionne sans pour autant les développer toutes en profondeur.

10 Cet ouvrage, destiné autant aux économistes qu'aux géographes, a le mérite de soulever de nombreuses questions, souvent absentes du débat économique. Il anticipe parfaitement l'actualité des derniers mois et la montée des égoïsmes

territoriaux (bonnet rouge, etc.). Il apporte ainsi un regard nouveau sur la crise. Néanmoins, le lecteur peut être parfois frustré par le fait que cet ouvrage présente peu les alternatives des dilemmes qu'il présente. Par exemple, l'auteur souligne bien les effets territoriaux d'une réduction de la redistribution des richesses entre les territoires. Mais, est-ce une bonne chose de continuer à placer ces territoires dépendants des perfusions de la dépense publique sous ce régime où ils n'ont aucune incitation à produire ?

## Notes

1 Davezies Laurent, *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Seuil, coll. « La république des idées », 2008, Compte rendu de Benoit Ladouceur pour *Lectures* : <http://lectures.revues.org/542>.

2 Davezies Laurent et Talandier Magali, *Repenser le développement territorial ? Confrontation des modèles d'analyse et des tendances observées dans les pays développés*, Paris, La Documentation française, 21 juillet 2009.

3 Davezies Laurent, *La République et ses territoires, op. cit.*

4 Sur la vie et l'emploi dans les bassins ruraux, le lecteur intéressé pourra se référer à Renahy Nicolas, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2005.

5 Voir Piketty Thomas, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil. 2013. Compte rendu pour *Lectures* : <http://lectures.revues.org/12931>.

6 À ce sujet, voir Krugman Paul, « Increasing returns and economic geography ». *Journal of Political Economy*, n° 99, 1991, p. 483-499.

## Pour citer cet article

### Référence électronique

Solène David, Lino Galiana et Thomas Gondran, « Laurent Davezies, *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2014, mis en ligne le 10 juin 2014, consulté le 27 janvier 2015. URL : <http://lectures.revues.org/14875>

## Rédacteurs

### Solène David

Étudiante en master 1 de géographie, ENS Lyon.

### Articles du même rédacteur

**Julien Damon, Thierry Paquot, *Les 100 mots de la Ville*** [Texte intégral]

### Lino Galiana

Étudiant en 3<sup>e</sup> année de licence d'économie, ENS Lyon.

### Articles du même rédacteur

**Thomas Piketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*** [Texte intégral]

### Thomas Gondran

Étudiant en master 1 AlterEurope, ENS Lyon.

## Droits d'auteur

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors